

N°DEC23\_020



## DECISION

### Prise en vertu de la délégation du Conseil Municipal

#### DEC23\_020 - Marché à procédure adaptée pour la maintenance des aires de jeux et des sols souples

Le Maire de la Ville de Montigny-lès-Cormeilles,

Agissant en vertu de la délibération n°20.033 du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020 portant délégation de pouvoirs,

Vu l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2023-042 du 15 février 2023 portant délégation de signature à Monsieur Marcel SAINT-AUBIN,

Vu les articles L 2123-1 et R 2123-1-1°, L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique,

Considérant qu'il est nécessaire de faire appel à une entreprise pour la maintenance des aires de jeux et des sols souples.

Après avoir procédé à la mise en concurrence et à l'analyse des offres,

DECIDE de signer ledit marché avec l'ENTREPRISE JULLIEN sise La Seigneurie, 27120 PACY-SUR-EURE, représentée par Monsieur Stéphane LORET, Gérant, qui a proposé l'offre économiquement la plus avantageuse pour une durée d'un an reconductible trois fois avec tacite reconduction et pour un montant maximum de 20 000 € HT par an soit 80 000 € HT pour la durée du marché.

PRECISE que les dépenses seront prélevées au gestionnaire ESPVERT, sous-fonction 213, article 6156 du budget communal.

Fait à Montigny-lès-Cormeilles,  
le 28 février 2023

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut être saisi par voie de recours formé à l'encontre de la présente décision pendant un délai de deux mois à partir de la date la plus tardive parmi :

- la date de réception en sous-préfecture d'Argenteuil
- la date de sa publication sur le site internet de la Commune
- ou à compter de sa notification, notamment en matière de droit de préemption.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé auprès de Monsieur le maire, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux de deux mois qui commencera à courir à nouveau soit à compter de la notification de la réponse de Monsieur le maire, soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse dans ce délai.

Mis en ligne sur le site de la ville le : 01/03/2023

Pour le Maire,  
Jean-Noël CARPENTIER,  
L'Adjoint délégué,  
Marcel SAINT-AUBIN

